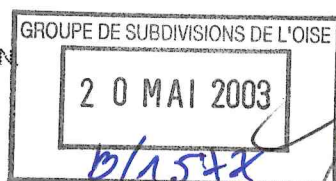


PREFECTURE DE L'OISE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement



Arrêté du 12 mai 2003 prescrivant à la société **BEREZECKI**, pour son établissement de Beauvais, la réalisation d'une étude technico économique visant à caractériser et à réduire les émissions de composés organiques volatils générées par les lignes de dachrométisation

LE PREFET DE L'OISE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

Vu

l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

le code de l'environnement ;

le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au code de l'environnement, livre V, titre I^{er} ;

l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment ses articles 30 et 61 ;

la circulaire du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 10 décembre 2000 relative à l'industrie du traitement de surface ;

l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 1994 délivré à la société BEREZECKI à BEAUVAIS pour l'exploitation de ses installations de traitement de surface ;

le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 14 janvier 2003 ;

l'avis du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement du 11 février 2003 ;

l'avis du conseil départemental d'hygiène du 3 avril 2003 ;

Considérant

les intérêts visés à l'article L.511-1 du livre V – titre I^{er} du code de l'environnement, en particulier la protection de la nature et de l'environnement, la santé et la salubrité publiques ;

G

que l'exploitation des lignes de dachrométisation engendrent notamment des émissions de trichloréthylène qui est une substance nocive avec une phrase de risque R 40 visée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;

que l'inspection des installations classées ne dispose, à ce jour, d'aucun élément d'appréciation quant à la quantification des rejets en trichloréthylène (flux, concentration) au regard notamment des valeurs fixées à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;

les orientations définies dans la circulaire ministérielle du 10 janvier 2000 relative à l'industrie du traitement de surface ;

qu'il convient d'imposer, dans les formes prévues à l'article 18 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 1994 réglementant les conditions de fonctionnement des installations de traitement de surface de la société BEREZECKI à Beauvais ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

Article 1^{er}

La société BEREZECKI dont le siège social est situé à Beauvais (60000), allée Monge, représentée par son président directeur général, Monsieur Bérézecki, est tenue, pour les installations de traitement de surface qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Beauvais, allée Monge, de respecter les dispositions édictées ci-après dans les délais fixés qui s'entendent à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2

Sous le délai de 9 mois, la société BEREZECKI devra réaliser ou faire réaliser une étude technico économique sur ses installations de dachrométisation en vue notamment :

- de recenser les points diffus et / ou canalisés des émissions de trichloréthylène ;
- de quantifier les rejets de trichloréthylène en terme de concentration et de flux au regard notamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;
- d'examiner les possibilités de canalisation des rejets diffus ;
- d'étudier les moyens de mesure à mettre en place ;

- de réduire les rejets canalisés en trichloréthylène à l'atmosphère à moins de 20 mg/Nm³.

Cette étude devra être accompagnée d'un calendrier de mise en œuvre et transmise à l'inspection des installations classées en double exemplaire.

Article 3

La société BEREZECKI transmettra annuellement à l'inspection des installations classées en double exemplaire un bilan portant sur les rejets, chroniques ou accidentels de trichloréthylène dans l'air. Ce bilan portera également sur les déchets de trichloréthylène éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Article 4

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la date de notification. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de la date d'affichage de l'arrêté.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Beauvais, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 12 mai 2003

pour ampliation conforme,
pour le préfet
et par délégation,
la secrétaire administrative,

 Batelliye
Françoise Batelliye

pour le préfet,
le secrétaire général,

signé : Raphaël Le MÉHAUTÉ

DESTINATAIRES

Monsieur Bérézecki, président directeur général de la société BEREZECKI

s/c de Madame le maire de Beauvais

Monsieur le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie

44 rue Alexandre Dumas
80094 Amiens cedex 3



Monsieur l'inspecteur des installations classées

s/c de Monsieur le chef de groupe des subdivisions de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement

283 rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Madame la directrice départementale de l'équipement
SAUE - ADS

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours

Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Monsieur le directeur régional de l'environnement
56 rue Jules Barni
80040 Amiens cedex